

de production et même s'il avait annoncé une augmentation du budget du *B-1B*. En indiquant, à l'occasion d'un discours prononcé au mois de février en Norvège, que les États-Unis comptaient toujours déployer 230 bombardiers *B-1B* et *B-2*, l'ancien conseiller spécial Paul Nitze a précisé que le nombre des bombardiers stratégiques que l'on envisageait de déployer resterait le même, avec ou sans traité START. Comme nous le verrons plus loin, cela était rendu possible par les règles de décompte des ALCM et des bombes à chute libre proposées par les Américains dans leur projet de traité.

Les mêmes considérations s'appliquaient pour la Marine nationale américaine. Au cours de la semaine qui a suivi le 25 avril 1989, date où M. Cheney a présenté son budget au Congrès, des porte-parole de la Marine ont annoncé leur intention de construire d'ici 1999 vingt et un sous-marins opérationnels *Trident*, ce qui permettrait aux États-Unis de déployer plus de 4 000 ogives. Or, le cadre de travail pour la conclusion d'un accord START limitait à 4 900 le nombre total d'ogives montées sur missiles balistiques. À titre de comparaison, avec dix-sept bâtiments (ce qui voudrait dire que le dernier devrait être autorisé au cours de l'exercice 1991), les États-Unis pourraient déployer 3 244 ogives, soit une bonne partie des 4 900 autorisées par le cadre START. Interrogés sur la question de savoir si le pays avait vraiment besoin d'autres sous-marins, des porte-parole ont expliqué l'apparente anomalie en faisant ressortir une caractéristique importante de la proposition START. Alors que, par le passé, on avait supposé que le nombre d'ogives par missile serait le nombre maximum d'ogives déployées lors d'essais en vol, le projet d'accord START n'empêcherait pas les signataires de placer un plus petit nombre d'ogives sur un plus grand nombre de plate-formes. Cela signifiait, par contre, qu'il faudrait procéder à des inspections plus approfondies pour vérifier que la plate-forme en question transporte effectivement le nombre d'ogives déclaré, et non pas le nombre maximum d'ogives qu'elle est capable de transporter.

Au cours des mois qui ont suivi le discours prononcé par Cheney en avril 1989 pour présenter son budget, le nouveau « profil » des forces américaines n'a pas beaucoup évolué. Même si le Congrès a continué de faire pression pour annuler ou réduire le programme des *B-2*, pour diminuer le nombre des sous-marins *Trident* et pour annuler, soit le *MX*, soit le *Midgetman*, soit les deux, tous ces programmes, ainsi que celui du missile de croisière perfectionné, sont réapparus au budget de l'exercice 1991, soumis au Congrès en février 1990. En admettant que les décisions sur le *MX* et sur le *Midgetman* ne découlaient pas du réexamen des politiques, Cheney a reconnu que « bien gentiment, de façon bien disciplinée, ... on avait élaboré la stratégie, puis qu'on s'était occupé ensuite du budget ». Mais pour ce qui est du gouvernement Bush dans tout cela, ni les budgets successifs, ni le réexamen stratégique, n'ont véritablement modifié en profondeur les projets américains de modernisation des forces stratégiques.

Le réexamen stratégique entrepris par le gouvernement Bush avait pour but de donner le ton de la reprise des négociations à Genève. Dans la mesure toutefois où cet examen n'a débouché sur aucune définition précise de la

composition des forces stratégiques américaines, son premier effet a été d'interrompre les négociations de Genève entre novembre 1988 et juin 1989. Par ailleurs, au moment où les pourparlers ont finalement repris, la délégation américaine n'avait pas grand nouveau à proposer à Genève. En effet, la position des États-Unis à la table de négociation START les obligeait à défendre tous les systèmes d'armes en cours de mise au point dont, ironie du sort, les missiles mobiles qu'officiellement, ils continuaient de vouloir interdire.

LA RENCONTRE DE JACKSON HOLE

Entre juin 1989 et le printemps 1990, il y a eu trois autres séries de négociations à Genève, sans compter deux réunions ministérielles : l'une à Jackson Hole, dans le Wyoming, en septembre 1989, et l'autre, à Moscou, en février 1990. Les présidents Bush et Gorbatchev se sont également rencontrés en décembre 1989, lors d'un mini-sommet à Malte. L'objectif de cette rencontre consistait, entre autres choses, à relancer les négociations de Genève. Toutes ces réunions avaient pour but d'ouvrir la voie au sommet de Washington, prévu pour juin 1990, au cours duquel on voulait signer un accord de limitation des armements stratégiques.

Au moment de la reprise des pourparlers en juin 1989, le cadre de travail pour les négociations START, accepté par les deux parties au sommet de Washington en décembre 1987, était resté largement intact. En résumé, ce cadre était le suivant :

- limiter à 1 600 le nombre de vecteurs stratégiques nucléaires, le terme « stratégique » étant défini de façon à inclure les ICBM et les bombardiers lourds portant à plus de 5 500 kilomètres, ainsi que les sous-marins nucléaires lanceurs d'engins balistiques (SSBN).
- limiter à 6 000 le nombre d'ogives montées sur ces vecteurs (ce qui limitait pour la première fois le nombre total d'ogives déployées, et pas seulement le nombre de missiles déployés).
- imposer, à l'intérieur de ce dernier plafond, une limite secondaire de 4 900 pour le nombre total d'ogives montées sur ICBM et sur SLBM, ce qui permettait à chaque camp de choisir la répartition qu'il préférerait entre les ICBM et les SLBM.
- imposer une limite secondaire de 154 pour le nombre de missiles « lourds », lesquels ne pourraient transporter plus de 1 540 ogives; par souci de commodité, on a qualifié de « lourd » un ICBM de taille comparable ou supérieure à celle du *SS-18*.
- limiter la charge utile éjectable de ces vecteurs, de façon à ce que, une fois mises en oeuvre les réductions décidées, le total de la charge utile éjectable des ICBM et des SLBM soviétiques soit ramené à un niveau représentant approximativement la moitié du niveau actuel, aucun des deux camps ne devant par la suite excéder la nouvelle limite fixée.

Mais il restait un certain nombre de questions en suspens, dont la plus importante était peut-être l'éternel problème du lien entre les négociations d'une part, et le Traité ABM et le